

[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]

Objet : Avis d'enquête publique environnementale unique -  
Société UGI'RING - La Léchère

A l'attention de [REDACTED], commissaire enquêteur

Petit-Cœur, le 13/03/2024

Madame,

Je me positionne, définitivement contre l'installation de la société UGI'RING, et de son usine classée SEVESO SEUIL HAUT, sur le territoire de la commune de la Léchère, sis au lieu-dit Château-feuillet.

Je souhaiterais, en premier lieu, vous faire part de mes regrets, ceux de ne pas avoir bénéficié de suffisamment de temps pour consulter le dossier volumineux produit par l'entreprise EODD Ingénieurs Conseils intervenant en tant que consultant et client de la société Ugi'Ring.

*J'attire d'ailleurs votre attention sur le discours de cette entreprise, qui se déclare « indépendante, » un terme qui porte la confusion, parce que cette entreprise n'a rien a voir avec un organisme public indépendant, par exemple. elle est d'abord une société privée,*

Je formulerais une première demande et je vous remercie d'avance de la prendre en considération : la prolongation de l'avis d'enquête publique.

Afin que la population puisse compulsier l'ensemble de la documentation et, surtout, échanger, parce qu'il s'agit d'une étude qui, si elle reste par beaucoup de points, accessible, rassemblent discours techniques et technologiques pour lesquelles la population n'a pas expertise et qui demande beaucoup d'efforts ; a lieu alors un effet inverse à celui escompté : l'incompréhension et le manque de temps laisse place au doute, qui lui-même véhicule suspicion et défiance.

Pour ces raisons, je vous saurais gré de pallier à ma demande de délai supplémentaire.

Un regret encore - et celui-ci, malheureusement, n'aura cesse de me désoler, profondément.

Je regrette qu'un chapelet de politiciens entendus - du maire de la commune de La Léchère jusqu'au ministre de l'économie, en passant par des présidents de région, de département, de communauté de commune, des députés, des sénateurs - ait agi comme il l'a fait, en toute complicité, usant d'un unilatéralisme vulgaire et « barbare, » faisant fi des citoyens de nos vallées et des administrés de nos communes, comme il l'a fait de la Démocratie.

Parce qu'il s'agit, là, d'un déni de Démocratie.

Cette manière de taire la vérité sur le projet, jusqu'au dernier moment, est la conséquence de la rupture actuelle que consomme nos élus locaux et leurs administrés ; une fracture qui ne se refermera pas et laissera des traces dans notre communauté montagnarde.

Pourquoi, par exemple, ne pas avoir porté à la connaissance de l'ensemble de la population des territoires concernés, après la date du 19 janvier 2024, date à laquelle les représentants de la société UGI'RING présentait leur projet à nos élus, ce projet d'installation d'une usine SEVESO seuil haut et la construction de trois cheminées de 33 mètres de haut ?

Pourquoi ne pas s'être engagé dans la voie de l'information, immédiatement, et ne pas avoir proposé et demandé l'avis de la population par un référendum local ?

Pourquoi nos élus locaux n'ont pas choisi la voix du dialogue ? Pourquoi ont-ils risqué de se perdre ? Ont-ils subi des pressions de la hiérarchie de leur groupe politique et du gouvernement, lui-même ? (Ce projet semble, en effet, s'inscrire dans un plan de ré industrialisation de la France, initié en 2021, par monsieur le Président Macron ; une fois de plus le temps manque pour creuser et vérifier les informations.)

Toute la chaîne de décision politique n'aura servi que des intérêts politiques, industriels (Swiss Steel, UGITECH) et financiers (des actionnaires et des banques.) A aucun moment, on ne se sera soucié de l'avis des populations, qui, les premières, seront sur la ligne de front de l'usine SEVESO seuil haut, Ugi'Ring.

Vous l'aurez compris, de ne pas avoir confronté les idées, de ne pas avoir confronté les intérêts, de ne pas avoir utilisé les outils de la Démocratie, a provoqué un énorme ressentiment à l'encontre de nos élus et a porté la confusion, le doute, la

colère, dans l'esprit des populations. Une colère légitime, lorsque vous donnez par votre vote, votre confiance à votre élu, et que ce dernier vous trahie et considère que votre parole n'a pas valeur à être entendue.

J'en termine, ici, avec mes interrogations, qui n'en restent pas moins une introduction représentative du séisme vécu par les habitants de nos communes et, je n'oublie pas nos élus, qui sont eux aussi des habitants de nos communes, et qu'il serait irraisonné de vouloir exclure. Je le pense sincèrement, il est important de le faire figurer dans cette enquête.

C'est pourquoi, je me permettrai, une fois encore, et je vous en remercie par avance, de porter ma demande de prolongation de l'enquête publique.

Je ne me trouve aucune raison d'être contre l'émergence et le développement d'une économie circulaire, qui s'attèle au recyclage de nos déchets industriels et domestiques.

J'ai, au contraire, milles raisons d'être contre le choix du site de Château-feuillet retenu par la société UGI'RING. Et je vous prie d'accepter mes excuses, pour ce qui pourra sembler, ci-après, des généralités, mais le temps imparti ne m'aura pas permis rigueur et profondeur de réflexion.

Je ne souhaite pas que le territoire dans lequel je vis et dans lequel j'aimerais continuer de vivre et de mourir quand le temps sera venu, fasse les frais d'une politique industrielle du « quoi qu'il en coûte, » reléguant l'intérêt général à une partie inexistante, et qui fera la part belle à une entreprise actionnariale suisse, qui bénéficiera de notre argent public.

L'enrichissement du groupe Swiss Steel ne se fera pas sur le dos de notre environnement que nous recommençons à préserver et à faire fructifier.

Je voudrais que cet argent public serve à la dépollution du site de Château-feuillet, afin que des entreprises locales, artisans, petites et moyennes entreprises, qui manquent d'espace puissent s'installer et s'étendre. C'est eux et elles qui seraient l'instrument d'une ré-industrialisation de notre vallée et participeraient pleinement à l'économie réelle de notre vallée.

La souveraineté industrielle de la France, je n'en veux pas, quand cette souveraineté va empoisonner une vallée, des

territoires, des terroirs, ses habitants, ses enfants, et les générations à venir. Quand elle veut s'imposer en force.

J'ai un devoir envers les générations futures. Ce devoir consiste à léguer et transmettre, si je le peux, un territoire en meilleur état que celui que j'ai reçu en héritage des précédentes générations.

Je vous remercie de l'attention que vous voudrez bien porter à ces quelques pages, que j'aurais aimé plus fournies et enrichies.

Vous en souhaitant bonne réception.

Je vous prie de croire, Madame le commissaire, à l'expression de mes sentiments les meilleurs.

■■■■■■■■■■

**De part leur rareté et  
leurs richesses, les  
espaces montagnards  
ne doivent plus être  
des espaces, à  
détruire et polluer.**

**Se conformer de  
manière  
irréprochable aux  
normes et à la  
législation  
européennes et  
françaises ne signifie  
pas qu'on ne pollue  
pas.**

Cette première  
raison nous  
interroge sur  
notre capacité à  
préserver ce que  
nous n'avons pas  
encore détruit et  
reconquérir ce  
qui l'a été : nos  
espaces  
montagnards des  
alpes françaises.

Implanter une  
usine SEVESO  
SEUIL HAUT,  
aujourd'hui, au  
XXIème siècle, au  
beau milieu d'une

vallée interne des Alpes du nord, dont  
le véritable capital économique et la  
rentabilité de demain sera ses  
territoires montagnards et paysagers  
exceptionnels, sa biodiversité et la  
variété de ses milieux naturels,  
l'originalité de ses habitats et la  
capacité de ses habitants à œuvrer à une  
construction raisonnée de « vivre la  
montagne,» afin de la préserver et de  
l'entretenir, pour ceux et celles qui  
n'y vivent pas et qui auront besoin d'y  
venir et de s'y ressourcer.

Nous ne sommes plus à l'aube d'un  
nouveau paradigme, parce qu'il a émergé  
définitivement pendant la période du  
Covid19 et n'a cessé, depuis, de  
s'inscrire dans les mentalités, de se  
construire et de se développer.

Les aspirations des citoyens ont  
changés, elles ont été profondément ré  
initialisées, abondant un système de  
nouvelles valeurs encore en devenir,  
s'associant de manière consciente et  
inconsciente à l'émergence d'une société  
durable, qui préserve ce qu'elle a en  
devoir de transmettre aux générations  
futures et qui n'accepte plus de vendre  
ou d'échanger ce capital générationnel  
commun, à des intérêts autres que ceux  
qu'ils auront eux-mêmes choisis.

Je ne doute pas un instant que la  
société UGI'RING respectera toutes les  
normes et obligations légales qui lui  
incombe. Mon refus ne se construit pas  
sur les 1000 pages d'argumentations, du  
respect des normes et de la législation.  
Mon refus s'élabore à la mesure entre,  
le « zéro » pollution et la norme  
maximum autorisé, une fourchette qui  
est une pollution. Il y aura bien un  
risque de pollution pour la population  
au contraire de ce que voudrait nous  
faire croire les représentants de la  
société Ugi'Ring. Une pollution qui va  
se cumulée d'année en année, et  
s'accumuler d'année en année ; et nous

devons faire la différence entre cumul et accumulation, parce que cette pollution ne sera pas faite d'égalité, elle pourra atteindre des niveaux record à certains endroits et être moindre à d'autres. Mais elle n'épargnera personne ! Ça sera pour une période possible de 99 ans.

<b>Composés dangereux</b>	<b>En kilogramme</b>
<b>Oxyde de calcium</b>	<b>65</b>
<b>Chrome</b>	<b>190</b>
<b>Oxyde de zinc</b>	<b>320</b>
<b>Manganèse</b>	<b>20</b>
<b>Nickel</b>	<b>50</b>
<b>Fluor</b>	<b>5</b>
<b>Composés du plomb</b>	<b>6</b>
<b>Composés du chrome</b>	<b>2</b>

Tableau 3 : Composés dangereux présents dans les battitures

Composés dangereux (exprimé sous forme métallique au degré d'oxydation zéro)	Pourcentage massique
Chrome	5 - < 16 %
Nickel	1 - < 5,5 %
Manganèse	0,55 - < 1,5 %

**Ce qui correspond pour 1 tonne de battiture :**

<b>Composés dangereux</b>	<b>En kilogramme</b>
<b>Chrome</b>	<b>160</b>
<b>Nickel</b>	<b>55</b>
<b>manganèse</b>	<b>15</b>

Tableau 4 : Composés dangereux présents dans le mélange BHM/PAOD

Composés dangereux (exprimé sous forme métallique au degré d'oxydation zéro)	Pourcentage massique
Hydroxyde de nickel	0,76 - 2,28 %
Dihydroxyde de calcium	0,76 %
Oxyde de calcium	2,4 - < 6 %
Chrome	0,02 - < 0,05 %
Oxyde de zinc	1,92 - < 4,8 %
Manganèse	0,12 - < 1,68 %
Nickel	0,12 - < 1,2 %
Composés du plomb	0 - 0,047 %
Composés du chrome	0 - 0,072 %

<b>Composés dangereux</b>	<b>En kilogramme</b>
<b>Hydroxyde de nickel</b>	<b>22.8</b>
<b>Dihydroxyde de calcium</b>	<b>7.6</b>
<b>Oxyde de calcium</b>	<b>60</b>
<b>Chrome</b>	<b>0.5</b>
<b>Oxyde de zinc</b>	<b>48</b>
<b>Manganèse</b>	<b>16.8</b>
<b>Nickel</b>	<b>12</b>
<b>Composés du plomb</b>	<b>0.47</b>
<b>Composés du chrome</b>	<b>0.72</b>



**Ce qui correspond pour  
1 tonne de BHM/PAOD**

Tableau 5 : Composés dangereux présent

Composés dangereux (exprimé sous forme métallique)
Oxyde de calcium
Chrome
Oxyde de zinc
Manganèse
Nickel
Fluor
Composés du plomb
Composés du chrome

**Ce qui correspond pour 1  
tonne de mélange BGL**

**L'eau est notre bien le plus précieux.**

**Il devrait être inscrit dans la Constitution, la  
protection de la santé des citoyens.**

Tableau 6 : Fractions maximales acceptées en éléments indésirables

	Cd	Pb	S	Hg	PCB / PCT / PCP	Th	Se	Fluor organique
Fraction maximum de l'élément indésirable, exprimée en masse sur résidu sec	2 %	3 %	25 % pour le sulfate de Ni 20 % sinon	500 ppm	50 ppm	500 ppm	500 ppm	5 %

Une analyse au préalable sur échantillon sera réalisée afin de délivrer un certificat d'acceptation valable une année.

**Non ! Je ne rêve pas !**

L'acceptation préalable des déchets ci-dessus se fera sur un échantillon d'un volume x d'un déchet. Si l'échantillon est accepté, l'ensemble du volume de déchets à fondre de l'année sera considéré accepté, même s'il contient les éléments indésirables dans des quantités qui dépassent les fractions maximales acceptées ; matières dont la dangerosité n'est plus à démontrer.

**Ugi'Ring se  
présente comme une  
entreprise verte. Elle  
ne l'est pas ! C'est du  
greenwashing, et c'est  
sanctionné par la loi.**

Une entreprise verte recyclerait l'ensemble des déchets qu'elle produit dans un cercle vertueux.

Ugi'Ring recyclera 48000 t de déchets dont 712 t de piles alcalines et salines pour récupérer 13000 t de métaux. Et elle produira de nouveaux déchets, qu'on ne sait pas tous recycler aujourd'hui.

A vrai dire, la majorité des déchets traités par Ugi'Ring seront des déchets de sidérurgie (laitiers, battitures, mélanges BHM/PAOD, BGL...) provenant de France, d'Europe et même hors d'Europe. Je ne vois pas l'intérêt stratégique représenté par le site de La Léchère, qui me paraît bien éloigné des centres de production sidérurgique européen.

D'autre part je m'interroge sur le bilan carbone de ces flux de déchets.

Je suis inquiet quant à la préservation de la qualité de l'eau sur l'ensemble du territoire, qui sera touché par les retombées polluantes des fumées et gaz des cheminées.

Le réchauffement climatique est déjà là. En montagne l'eau ne fait que passer. Elle est notre bien le plus précieux. Et elle viendra à manquer.

A-t-on évalué les risques de la pollution sur la santé de la population et le coût pour la société, sur le long terme, à 30 ans, 50 ans, 70 ans ?